

Le financement de l'économie :

Une nécessité économique :

Pour prendre en compte les contraintes financières, le prédicteur économique OMEGA original doit être complété par un modèle financier.

En effet, de façon à clarifier l'analyse du système économique, ce modèle avait été construit sur des "données réelles" supposées indépendantes des fluctuations monétaires. A ce stade, il était évidemment hors de question de tenter de décrire de façon détaillée tous les mécanismes financiers intervenant dans une économie nationale en interaction avec le reste du monde.

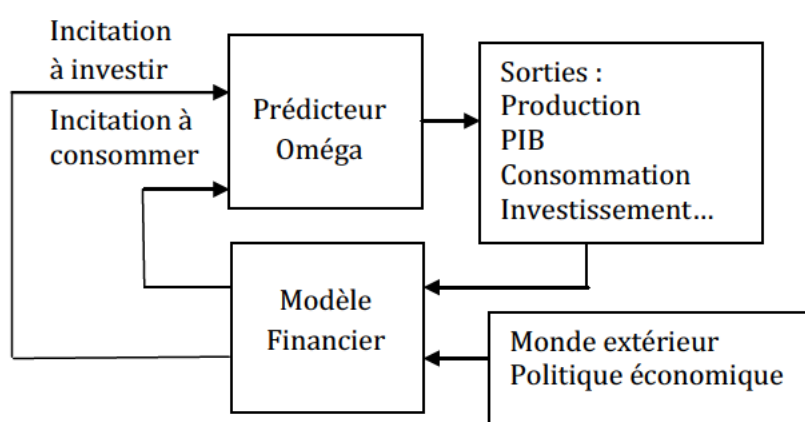


Figure 1 : Structure de modèle complet.

Le modèle initial a donc été complété en maintenant autant que possible un choix fondamental : séparer le plus possible les aspects économiques et financiers. Le prédicteur Oméga est lié par seulement deux entrées à un modèle financier: l'incitation à investir et l'incitation à consommer.

Le modèle décrit simplement les réponses temporelles du système économique à ces incitations. Elles ont montré que toute mesure autoritaire conduit à une modification transitoire de l'investissement et de la consommation.

Le modèle OMEGA, ainsi complété, a clairement démontré que seule l'augmentation de la part de l'investissement dans le revenu national permet d'augmenter la production et de conduire à une croissance durable. Comment l'état peut-il intervenir dans ce partage des ressources entre consommation et investissement ? Nous devons distinguer deux cas bien différents.

Des lois économiques incontournables :

Pour préciser le propos, considérons un agriculteur de l'âge de pierre tirant ses revenus de la culture du blé. Il vit dans une société ignorant la notion de monnaie et des prestations sociales. Il apporte sa contribution à la vie de son village. S'il se rend compte que son groupe a besoin de davantage de blé, il sait qu'il doit défricher davantage de terrain puis le mettre en culture. Il s'investit dans cette tâche avant de tirer quelque profit de son travail. Il sait parfaitement qu'il va devoir travailler plus et qu'il devra conserver plus de semences. Sa production sera alors transitoirement réduite.

Aujourd'hui, la présence de la monnaie rend les choses moins visibles, mais ces lois économiques restent incontournables. Le modèle Oméga décrit une relation statistique entre investissement et production.

Considérons un investissement exceptionnel intervenant au cours d'une période donnée. Nous supposons que les dépenses correspondent à la courbe gaussienne en pointillés bleus dans la figure 2. La production résultant de cet investissement correspond à la courbe rouge. Elles conduisent au versement de salaires, donc à augmenter les revenus. La demande totale est donc la courbe de droite en bleu, somme des deux précédentes.

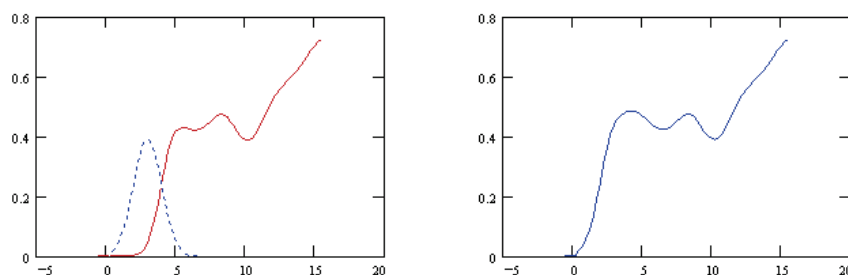


Figure 2 : Effet d'un investissement exceptionnel au cours du temps en années.

- Courbe pointillée bleue : Investissement exceptionnel,
- Courbe rouge : Production,
- Courbe bleue : demande totale.

Le modèle Oméga rend compte de ce mécanisme fondamental.

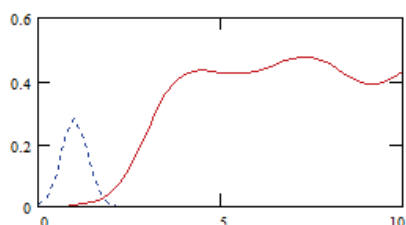


Figure 3 : Effet d'un investissement au cours du temps en années.

- Courbe en pointillé bleu : dépenses d'investissement,
- Courbe rouge : Production induite par l'investissement.

En supposant la production des biens de consommation et d'investissement effectuée par des entreprises différentes, les revenus des premiers subissent une réduction temporaire (figure 4).

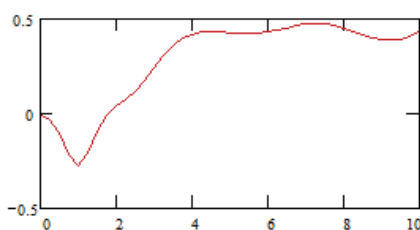


Figure 4 : Revenu des industries produisant des biens de consommation.

Le revenu de ceux-ci subira donc une réduction temporaire (Figure 5).

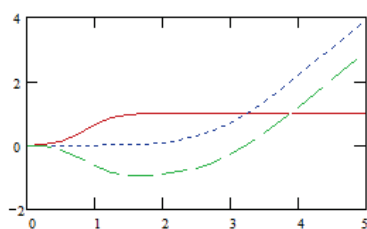


Figure 5 : Réduction transitoire des revenus au cours du temps (en années).

- Courbe rouge : Investissement total,
- Courbe pointillée bleue : production nouvelle,
- Courbe en tirets verts : Bilan temporel.

Ceci n'est pas différent de ce qui se passait dans le village de notre agriculteur à l'âge de pierre. Cependant, l'introduction de la monnaie, nécessaire aux échanges dans une société moderne va tout changer.

Cette monnaie, créée par une autorité, la nation puis des entités supranationales, et acceptée comme moyen de valorisation des produits et services va apporter beaucoup de souplesse, mais aussi permettre de nombreuses manipulations. Elle va, en particulier effacer la réduction temporaire du revenu perçu par notre agriculteur, mais cela ne se fait pas sans contrepartie.

Pour modifier la part des investissements dans le revenu national, l'état dispose de très nombreux moyens : des mesures fiscales, des subventions... Tous ces moyens d'action conduisent à des transferts de richesse entre les acteurs économiques, tant investisseurs que consommateurs. Les conséquences de ses décisions dépendent fortement du monde financier.

Selon le groupe homogène concerné, nation solidaire, ensembles régionaux et bientôt au monde entier, l'usage de la monnaie va être différent. Dans tous les cas, elle sera un élément fondamental de la politique économique. Les états perdront progressivement leur rôle et dépendront de leur environnement.

Les modes d'action de l'état souverain:

Un tel état dispose de sa propre monnaie. Il régule ses échanges avec les autres états grâce à des taux de changes ajustés régulièrement. Ceci lui permet d'équilibrer ses échanges extérieurs. Il n'a donc pas de dettes extérieures.

Toutes les actions de cet état conduisent à arbitrer entre les différents groupes de pression et à promouvoir une politique économique cohérente. Toute son action consiste à ajuster les deux paramètres d'entrée du modèle Omega: l'incitation à investir et l'incitation à consommer.

De plus, cet état dispose du droit de modifier la quantité de monnaie en circulation, ce qui lui permet d'agir sur l'évolution des prix. A cette fin, il peut créer de la monnaie "ex-nihilo" et utiliser librement ce droit pour ajuster son volume aux besoins de l'économie, ou financer des dépenses imprévues. Toutefois, il ne doit, en aucun cas, engager des dépenses injustifiées, ce qui provoquerait l'hyperinflation tant redoutée des épargnants.

Lors d'une période d'investissement exceptionnelle, un tel état peut maintenir le revenu nominal des citoyens puis restituer leurs revenus à ceux qui ont été lésés lorsque la croissance de la production le rend possible.

Les modes d'action d'un état ne contrôlant pas sa monnaie :

Il s'agit des états ayant renoncé à une monnaie nationale, donc des états appartenant à la Zone Euro. Ils n'ont pratiquement plus aucune possibilité d'intervention dans le domaine économique. Cette catégorie comprend également ceux qui, comme la France depuis 1974, ne disposent plus du droit de battre monnaie, c'est-à-dire de créer "ex-nihilo" de la monnaie.

Contrairement aux états précédents, ceux-ci sont progressivement endettés. Il faut donc chercher l'origine de ces dettes et estimer leurs conséquences à long terme.

L'origine de la dette :

Comme nous allons le démontrer, cette prérogative du prince est en effet indissociable du pouvoir économique réel.

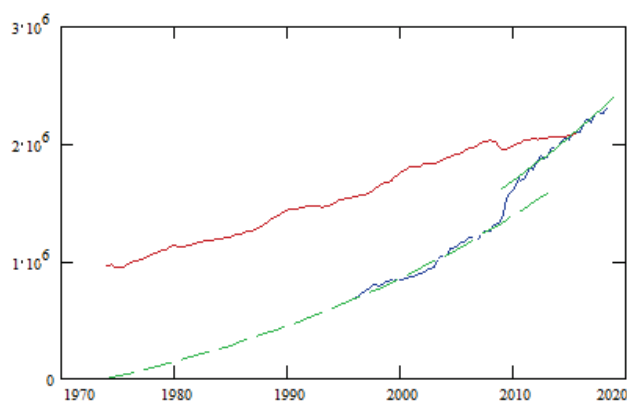


Figure 6 : Evolution de la dette depuis 2014.

- En rouge : Valeurs du PIB annuel en trimestres glissants.
- En bleu : Calcul approché de la dette,
- Tirets verts : Prévision depuis 1974,
- En vert : Recalage en 2004.

Depuis que l'état a renoncé à recevoir des avances non remboursables de la Banque de France (alors désignées par le sigle DTS : Droits de Tirages Spéciaux), il n'a pu ajuster le volume de la masse monétaire sans faire des emprunts auprès des banques privées qui ont conservé le droit de créer "ex-nihilo" de la monnaie.

Au lieu d'utiliser à cette fin "la planche à billets", l'ajustement de la masse monétaire au niveau de l'activité économique a été fait par des emprunts dont l'accumulation a conduit à la dette actuelle. De 1974 à 2010, la dette se calcule simplement en ajoutant, trimestre après trimestre, à la dette antérieure. Elle se calcule sur la base du financement nécessaire de l'augmentation du PIB, et majorée des intérêts dus sur les sommes déjà empruntées (Il serait facile d'expliquer par les événements postérieures à 2008 l'évolution les différences observée ces dernières années).

Il est permis de se demander pourquoi nos responsables politiques, en renonçant à battre monnaie, ont créé une dette inutile, injuste et de toutes façon impossible à rembourser ?

Le mécanisme sous-jacent :

La remarquable corrélation entre la croissance du PIB et celle de la dette est surprenante. L'ajustement de la monnaie aux besoins de l'économie n'aurait-elle pas dû se faire autrement ? Par la seule croissance de la masse monétaire ?

En réalité, nous devons nous souvenir que le PIB est un flux de biens et services. La masse monétaire correspond à ce flux, mais à un stock de dépôts à court terme. Si la vitesse de rotation de la monnaie est V , exprimée en mois, trimestres ou années, nous pouvons écrire :

$$PIB = M \times V$$

Pour de nombreuses raisons économiques et psychologiques, il est impératif que les prix soient stables ou en légère croissance. Que l'augmentation du PIB soit réelle ou seulement apparente, il faut que le flux monétaire augmente dans la même proportion que celui de l'offre. Ceci ne peut être fait qu'en ajoutant un flux de demande égal à l'augmentation de celui de l'offre.

Le flux de demande correspondant entre naturellement dans la sphère financière, et ajuste la masse monétaire aux besoins de l'économie, quelle que soit sa vitesse de rotation. Il faut donc, année après année, injecter un flux monétaire égal à l'augmentation du PIB. L'état réalise cette injection monétaire de la manière la plus simple du monde, en distribuant plus d'argent qu'il n'en reçoit. Si l'état ne peut plus créer de monnaie, les banques pourraient créer elles-mêmes la monnaie nécessaire, "ex-nihilo", mais dans ce cas elles ne seraient pas rémunérées pour le faire et l'état n'aurait plus de dette...

Le pouvoir a changé de mains ! Sans droit de battre monnaie, un état est réduit au statut de simple citoyen. Il ne dispose plus que d'une apparence de pouvoir régalien !

Conclusion :

Il n'y a pas de politique économique possible sans souveraineté. Sans souveraineté monétaire, un état doit se soumettre au bon vouloir de ses créanciers. Un état ayant retrouvé son autorité, associé à un système bancaire au servi des citoyens et des entreprises constitueraient un ensemble œuvrant efficacement au bien commun.

Sans cette restauration de l'état, la soumission diffuse de la nation à des intérêts étrangers va progressivement toucher tous les domaines. Le libre-échange permet ma mise en concurrence des entreprises et des citoyens du monde entier.

Nous voyons tous les jours les effets du laisser-fairisme dénoncé en son temps par Maurice Allais et bien d'autres observateurs impartiaux du monde moderne.

Pierre FUERXER

Membre de l'AIRAMA.